

Mialet, le 29 novembre 2014

CONFERENCE SUR LE CLIMAT

Je suis effectivement membre de la Cimade mais pas présidente, comme écrit sur le CEP, une erreur s'étant glissée. Le fait que je sois membre de la Cimade n'est pas sans lien avec le thème qui nous réunit aujourd'hui : Il y a environ 32 Millions de migrants, de réfugiés climatiques sur la planète aujourd'hui qui fuient leur pays ravagé à cause des sécheresses, des inondations à répétitions, des typhons etc, avec les conséquences économiques qui vont avec. Et cela ne fera que s'aggraver si nous ne parvenons pas à infléchir la courbe du réchauffement climatique parce que d'autres pays du monde sont plus impactés que nous dès à présent.

Ici, nous connaissons les épisodes cévenols depuis la nuit des temps, ils ne relèvent pas a priori d'un dérèglement climatique, par contre le rapprochement, la fréquence de ces épisodes sont, eux, identifiés comme étant liés au dérèglement du climat. Ce n'est plus une vue de l'esprit mais bien une réalité qui va nous coûter de plus en plus cher.

Un autre élément de contexte global, qui complique le débat et qui ne nous aide pas à progresser dans la voie de la diminution des GES, c'est par exemple, le principe « pollueurs payeurs » qui est devenu à l'échelle de la planète un **marché des droits à polluer** : ce sont des transactions par lesquelles certains pays industrialisés achètent des crédits carbone à d'autres -moins industrialisés- afin de se conformer partiellement au protocole de Kyoto.

Au final, cela n'implique pas forcément de diminuer vraiment l'émission de carbone. Et plus largement, cela met le doigt sur la difficulté, dans le cadre d'une économie mondialisée, d'échapper à la logique des marchés financiers et des lobbies. L'environnement est un bien commun pour nous. Pour d'autres, il faut avoir à l'esprit qu'il représente un marché (technologies vertes hasardeuses, droit à polluer, ...)

La question environnementale est aussi profondément démocratique. Les citoyens veulent savoir et veulent avoir leur mot à dire sur les projets d'aménagement qui ont un impact sur leur cadre de vie, leur santé, et celle de leurs enfants. La « société civile », les ONG, les syndicats, les entreprises et les partis politiques sont tous des acteurs à mobiliser et à respecter.

Pour que le grand public s'approprié cette urgence, il est nécessaire d'avoir différents moyens de communication qui fassent le lien entre expertise scientifique, culture, politique et débat public ... comme aujourd'hui. Et en même temps, il faut une reconnaissance du travail des réseaux militants comme Attac, le mouvement des « villes en transition », ici aussi le RENE 30 qui regroupe des dizaines d'associations environnementales du Gard.

Les collectivités territoriales comme le Conseil Général sont à la croisée des chemins des citoyens, des entreprises, des municipalités, etc.

Par rapport au changement climatique, elles sont face à des défis concrets. Au travers de leurs politiques publiques des transports, de l'aménagement du territoire, de l'agriculture, de l'habitat, de l'aide aux communes, elles ont le pouvoir de s'adapter au changement climatique et le devoir de lutter contre le dérèglement climatique, à savoir, tout faire pour baisser nos émissions de gaz à effet de serre (GES).

Pour le Gard, le Département a mis en place un Plan Climat, c'est à dire une feuille de route pour un développement territorial qui a pour but de réduire les GES et les prévenir, le cas échéant, s'adapter au changement climatique.

Il est constitué de 11 Défis assez génériques :

- Intégrer les enjeux climatiques dans l'Aménagement du territoire
 - Aide aux communes, via une éco-conditionnalité, à venir
 - Plan Local d'Urbanisme prenant en compte les défis d'un plan climat
 - Soutien d'un modèle agricole paysan et familial plutôt qu'agro industriel, une agriculture soucieuse de la préservation des sols et des écosystèmes. Bio, etc
- Encourager le développement des énergies propres et économies d'énergie
- Développer des transports alternatifs au tout voiture. Transports collectifs, vélo, covoiturage.
- Maintenir et développer les services de proximité (plan carbone déplacements et économie locale)
- Préserver la ressource en eau (qualité et quantité)
- Développer des filières économiques adaptées au changement climatique
- Lutter contre la précarité énergétique, en lien avec la politique l'Habitat (construction et rénovation de l'habitat)

- Prévenir les risques sanitaires (moustique Tigre etc...)
- Intégrer les risques liés au changement climatique dans les projets d'infrastructures
- Sensibiliser tous les publics
- Appuyer la recherche

En parallèle, des engagements de la collectivité dans son fonctionnement interne :

- Politique des achats, des routes et des bâtiments de la collectivité

Voté en décembre 2012, ce plan « Gard durable » fait l'objet d'un rapport annuel, en préalable au débat d'orientation budgétaire. (Obligation depuis le Grenelle de l'environnement 2011).

Pour être concret, je vais vous présenter un résumé de ce rapport tel que je l'ai fait lors de la séance du débat d'orientation budgétaire, le 20 novembre dernier.

Après ce survol de la prise en compte des enjeux climatiques par la collectivité, qui montre quand même que les choses avancent peu à peu, je voudrais terminer par le lien entre les questions locales, l'agir local et le penser global.

Pour penser global, ayons à l'esprit que l'enjeu environnemental du Climat est une urgence sociale (dans le monde –migrations- et chez nous –précarité énergétique, mal bouffe des pauvres-, si on veut la paix sociale).

Pour penser global, n'ayons pas peur de réinventer le monde à tous les niveaux (là où on se trouve individuellement et collectivement) :

- Mettre du sens dans autre chose que dans la croissance (Avoir/Être)
- Ne pas aligner notre pensée politique sur le cours du pétrole et le niveau de ses réserves
- Pour agir local, soyons des citoyens politiquement vigilants et en même temps créatifs
- Sans être contre tout, avoir un esprit critique et combatif s'il le faut envers des fausses « solutions » comme l'extraction de gaz de schiste et l'exploitation non maîtrisée de notre ressource Bois (EON), les projets « inutiles » qui à minima gaspillent l'argent public (golf de Saint-Hilaire...)

– Des initiatives existent pour changer notre logiciel du développement, par exemple localement :

- développement des jardins individuels et partagés,
- agriculture plus écologique, regroupements de producteurs,
- covoiturage, vélo, voiture partagée,
- production et consommation d'énergie renouvelable –Saint Sébastien d'Aigrefeuille,
- points multi services de proximité, lieux de consommation et d'action économique et culturelle –chez Mialet, Saint Sébastien d'Aigrefeuille
- réseau d'échanges de savoirs

Cependant, ces initiatives ne font pas encore système, elles restent le fait de petits groupes ou encore sont reléguées à la sphère sociale. Rares sont les partis politiques qui fondent leur programme dessus. Il faut globalement les faire avancer là-dessus.

Une piste : regarder de près le mouvement des « villes en transition », (adapter la vie locale à l'après pétrole) peut-être en adaptant le concept aux territoires et à l'actualité (il y a toujours du pétrole mais il produit toujours autant de GES !).

L'intérêt d'un mouvement, que ce soit celui-là ou un autre, c'est mettre en lien les initiatives, de donner un sens plus global et plus politique à l'action locale. C'est une condition pour la transformation sociale de notre société.